

# Finance durable: tout le monde s'y met



**Le mois de juin a vu paraître un grand nombre de publications relatives à la finance durable. Les acteurs du secteur financier ont dévoilé leurs intentions, et les autorités leur font confiance... pour l'instant. Mais concrètement, que se passe-t-il?**

Yves Mirabaud  
Président, Association de banques Privées Suisses

8 juillet 2020

Le rapport annuel de Swiss Sustainable Finance a confirmé l'impression générale: les investissements qui respectent les critères de durabilité ont augmenté de 62% pour atteindre 1.163 milliards de francs. Cela signifie que près d'un franc sur trois qui est investi en Suisse se préoccupe des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des sociétés sélectionnées, bien plus que dans les autres pays. Et la bonne nouvelle est que le volume des actifs privés ainsi investis a presque triplé pour représenter 21% de ce total.

Il n'y a pas encore de définition uniforme de ce que qu'est un actif durable. Au contraire, il existe plusieurs approches (exclusion, intégration, thèmes, normes, impact etc.), qui peuvent être combinées. Les méthodes employées par les gérants d'actifs sont validées par des sociétés de certification. De même qu'il n'y a pas qu'une façon de faire le bien, il n'y a pas qu'une façon de tenir compte des aspects ESG d'un investissement.

## **Une place financière de premier plan**

Pour sa part, le Parlement européen vient d'approuver les bases d'une classification qui reconnaît six objectifs environnementaux: réduction des émissions de gaz à effet de serre, limitation du changement climatique, protection de l'eau et des ressources marines, passage à une économie circulaire, prévention et contrôle de la pollution, protection et restauration de la biodiversité.

Sera durable une activité qui contribue à l'un de ces objectifs sans mettre en danger les autres. Le cas de l'énergie nucléaire n'est pas encore tranché par exemple. Nul doute que cette classification, une fois achevée, aura un impact aussi en Suisse.

Le Conseil fédéral partage l'objectif du secteur de faire de la Suisse une place financière de premier plan en matière de durabilité.

## **Comment atteindre ce but ?**

Pour atteindre ce but, le gouvernement veut améliorer la sécurité juridique, la transparence et la prise en compte des risques. Il s'engage pour une meilleure capacité d'exportation des produits et services financiers suisses, ce qui passe aussi par une suppression des obstacles fiscaux actuels (impôt anticipé et droits de timbre).

Le secteur financier apprécie la confiance qui est placée en lui pour développer les meilleurs produits, qui répondent aux désirs des clients d'agir pour un monde meilleur. Il est conscient qu'il lui revient de mettre en place de nouvelles formations et des labels crédibles. La prise en compte des facteurs ESG n'est plus un choix, c'est une donnée à analyser au même titre que les comptes financiers d'une société. Chaque banque doit se fixer des standards internes, former ses conseillers à cette nouvelle approche et discuter avec ses clients de leurs préférences en matière de durabilité. Durable rime souvent avec rentable, et ce même pour de petits montants.

Enfin, l'autorité de surveillance des marchés financiers, la FINMA, veille bien sûr au grain. Pour elle, l'absence de durabilité représente des risques financiers, qu'ils soient directs en cas de catastrophes naturelles ou indirects au cas où une activité économique se réduit de plus en plus.

Elle veille aussi à ce que les informations données aux clients soient claires, honnêtes et compréhensibles, y compris en ce qui concerne les coûts.

Ainsi, entre les attentes des clients, des autorités et de la société, tout concourt pour que la Suisse devienne effectivement une référence en matière de finance durable.